

# le poing levé



Tract édité par des militants de la LCR (Ligue Communiste Révolutionnaire)

## Notre avenir se construit dans les luttes !

N°5

Nous sortons d'une semaine de mobilisation sans précédent depuis 2003. Mardi les postiers, même s'il semble que le résultat soit en demi-teinte. Mercredi les cheminots, avec une mobilisation importante et jeudi l'éducation nationale et le reste de la fonction publique avec là aussi une grosse mobilisation, 300 000 manifestants dans toute la France dont 15 000 à Bordeaux. Nous avons tous voulu montrer au gouvernement le ras le bol face aux suppressions de postes, à l'augmentation de la précarité et plus généralement à la casse des services publics. Bien qu'il n'y ait pas eu de journée unitaire, cette semaine marque une reprise de conscience du monde du travail, lassé des attaques incessantes du gouvernement Raffarin, d'autant plus que ce dernier n'ait jamais paru aussi illégitime que cette année après la défaite électorale de l'an passé. Le moral, au plus bas après 2003, semble remonter et le souvenir de l'échec s'estompe face à la nécessité d'une riposte sur tous les fronts. Seules les luttes peuvent faire reculer le gouvernement.

Seule une mobilisation forte et unitaire peut empêcher la loi Fillon qui institutionnalise la marchandisation de l'éducation de passer. L'école n'est pas là pour offrir une main d'œuvre taillable et corvéable à souhait utilisable pour le plus grand bonheur des patrons. Nous devons lutter pour le rôle émancipateur de l'école, nous ne voulons pas d'une école à la solde du capital. Dans la continuité des réformes de l'éducation des 20 dernières années, la mise en place du socle commun est la porte ouverte à une véritable école à double vitesse avec d'un côté les bon élèves destinés à la future « élite de la nation » grâce à l'accès à des connaissances supplémentaires. Les autres se verront cantonner à des emplois peu qualifiés car ils n'auront pas eu l'accès à ces autres

connaissances. Enfin le retour aux « bonnes vieilles valeurs », expression à la mode camouflant le retour à l'ordre moral et sécuritaire, se traduit aussi dans le projet de loi. Veut-on vraiment revenir à l'école de nos grands parents et en plus présenter ses papiers d'identités avant de rentrer dans chaque établissement ?

Il faut lutter contre cette volonté gouvernementale qui coups après coups cherche à détruire les services publics et l'éducation. C'est en s'appropriant les luttes, en y participant toujours plus nombreux que notre position pourra être prise en compte car c'est par le nombre qu'il est possible de faire céder le gouvernement. Seule l'unité des travailleurs et de la jeunesse permettra de le faire reculer. Un appel unitaire des différentes centrales syndicales pour le 5 Février est lancé. Il faut un mouvement unitaire et généralisé pour montrer notre force afin d'imposer une autre répartition des richesses.

**TOUS DANS LA RUE  
LE SAMEDI 5 FÉVRIER À 10H30,  
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**

### **Réunion débat:**

## **Écologie et révolution**

Le capitalisme détruit la planète et les hommes, pour un autre avenir, renversons le capitalisme!

**mercredi 16 février à 19h**

Local de la LCR, 99 rue Camille Sauvageau

# Ni bleu, ni orange, l'avenir de l'Ukraine est dans la rue !

Viktor Iouchtchenko a donc été élu président de l'Ukraine après plus d'un mois de mobilisations populaires. Des centaines de milliers de personnes ont finalement réussi à annuler l'élection frauduleuse de Viktor Ianoukovitch, l'ancien 1<sup>er</sup> ministre ukrainien. Ce dernier n'était que l'un des membres de cette bureaucratie mafieuse et parasitaire qui a profité de la décomposition de l'URSS au début des années 90 pour se servir au passage. Si la population ne le regrettera pas, elle n'a pas beaucoup à espérer de son successeur Iouchtchenko.

En effet, bien que Iouchtchenko ait profité de la mobilisation de la population, lasse de la corruption et de l'augmentation de la misère ces dix dernières années, il fait partie du même monde que son adversaire. Iouchtchenko a en effet été 1<sup>er</sup> ministre il y a trois ans et son règne fut marqué par des affaires de corruption et de détournement de fonds. Loin d'améliorer le sort des populations, l'enjeu des

politiciens est de savoir qui sera vainqueur entre le clan des anciens bureaucrates staliniens reconvertis en nouveaux entrepreneurs et liés à Poutine et le clan, soutenu par les médias, des rapaces capitalistes et financiers liés à l'Europe et à Bush. Les 1<sup>ers</sup> possèdent les industries de l'Est de l'Ukraine, région la plus riche du pays. On comprend bien pourquoi ils sont liés à Poutine quand on sait que la Russie assure la majeure partie des fournitures et des débouchés industriels et énergétiques.

Ce que certains appellent la « révolution » orange n'a de révolution que le nom puisque l'ordre des parasites est préservé. La population ukrainienne n'a rien à attendre du premier clan ni de l'autre. Nous devons bien sûr être solidaires de leurs luttes car elle montre que les travailleurs et les peuples peuvent peser sur leur vie lorsqu'ils luttent collectivement. Espérons qu'ils sauront aller plus loin que la fausse alternative politique que représente Iouchtchenko pour prendre réellement les affaires de la société en main.

## L'AVORTEMENT, UN DROIT TOUJOURS À CONQUÉRIR

Cela fait aujourd'hui 30 ans que l'avortement est légal en France. Mais on ne peut pas dire pour autant que ce droit fondamental est chose acquise. Qui n'a pas entendu les discours moralisateurs plaidant le traumatisme psychologique qui peut résulter d'un avortement pour le remettre en cause... Et oui, les femmes sont nées pour enfanter... Ne troublons pas leur destin ou la colère divine s'abattra sur elles ! Pire ! Combien d'entre elles sont traînées dans la boue, traitées de criminelles par les ultra-cathos et l'extrême droite ? Sans parler des clichés qui les dépeignent comme de pures et simples paumées irresponsables...

Aujourd'hui, toute une frange de la droite crapuleuse tente de faire passer des lois pour restreindre ce droit. Pour ça, toutes les combines sont bonnes. En 2003, le député UMP Garraud a proposé un amendement qui créait un nouveau délit : l'interruption involontaire de grossesse amenant à considérer l'embryon comme une vie humaine. De même Mattéi a récemment mené tout une campagne pour restreindre le droit à l'avortement à 10 semaines (il est aujourd'hui de 12). Même si ce droit est reconnu légalement, rien n'est fait pour faciliter son accès. Parfois, rien que le temps d'obtenir un rendez-vous, la durée légale pour avorter est dépassée. Certaines femmes sont alors obligées d'aller à l'étranger. Ajoutons encore, qu'il y a un trop grand nombre d'hôpitaux où aucun médecin n'avortent. Et oui, les médecins qui pratiquent l'avortement, le font sur la base du volontariat !

Ainsi si 12 000 personnes ont manifestées le 15 janvier à Paris pour les 30 ans de la loi Veil, ce n'était pas uniquement pour la commémorer. Rappelons que certains pays européens (Irlande, Portugal, Pologne) n'ont pas accès à ce droit. Ne cédon pas face aux préjugés réactionnaires et luttons tous, hommes et femmes, pour qu'enfin, l'avortement soit pleinement considéré comme un droit.

## TSUNAMI : un révélateur de la profondeur des inégalités sociales !

Le drame qui s'est produit en Asie du Sud-Est n'est pas uniquement le fruit de la puissance des éléments qui nous dépasseraient.

Il apparaît clairement que parmi les 220 000 morts recensés, beaucoup ont d'abord été victimes de l'imprévoyance des grandes puissances, de leur mépris des populations. Tous les scientifiques assurent que les moyens existaient pour prévenir de telles conséquences ou tout au moins les limiter... sur les côtes du Japon et des USA, mais pas dans l'Océan indien. En Asie après le raz-de-marée, on compte 2 millions de nouveaux pauvres et 5 millions de sans abris dans un monde où déjà 1,2 milliards d'être humains survivent avec moins d'un dollar par jour, essentiellement dans les pays du sud pillés par les patrons des multinationales.

L'élan de solidarité des populations a été sans précédent, faisant pression sur des Etats « radins ». Le total des aides promises aux pays victimes du tsunami est de 11 milliards de dollars, dont plus du tiers provient de dons privés faits aux organisations humanitaires. Mais cela n'équivaut même pas au sixième de ce que ces pays ont dû rembourser au nom de leur dette à leurs créanciers pour la seule année 2003 (68 milliards de dollars) !

Alors Colin Powell peut déclarer : « *le monde musulman et le reste du monde vont avoir l'occasion de voir les valeurs américaines en action* »... Les USA n'ont annoncé qu'une promesse d'aide de 350 millions de dollars... soit environ un tiers de ce qu'ils dépensent chaque jour pour leur budget militaire.

Pour supprimer la misère dans le monde, ce n'est pas l'argent qui manque. Les budgets militaires des Etats et les profits des multinationales explosent. Le problème, c'est la répartition des richesses dans un système capitaliste qui accroît toujours plus les inégalités.



